



Clio. Femmes, Genre, Histoire

3 | 1996

Métiers. Corporations. Syndicalisme

Femmes, genre et mouvement ouvrier en France aux XIXe et XXe siècles : bilan et perspectives de recherche

Laura L. FRADER



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/472>

DOI : 10.4000/clio.472

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 1996

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Laura L. FRADER, « Femmes, genre et mouvement ouvrier en France aux XIXe et XXe siècles : bilan et perspectives de recherche », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 3 | 1996, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/472> ; DOI : 10.4000/clio.472

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Femmes, genre et mouvement ouvrier en France aux XIXe et XXe siècles : bilan et perspectives de recherche

Laura L. FRADER

- 1 Où en sommes-nous dans l'étude des rapports entre femmes et mouvement ouvrier en France ?¹ A faire le bilan on remarque d'abord que ce travail a surtout porté sur la période de l'avant Première Guerre mondiale, et ce pour de bonnes raisons². Le XIXe siècle est bel et bien la période de l'essor du capitalisme industriel en France et aussi de la prolétarianisation pour de nombreux ouvriers et ouvrières. C'est aussi l'âge héroïque du commencement de la revendication ouvrière, du socialisme et du syndicalisme. A la recherche des origines des grands mouvements revendicatifs et politiques, de nombreux ouvrages ont tracé les grands lignes de cette histoire où les femmes figuraient assez peu dans l'histoire des organisations, même si elles étaient présentes dans l'histoire des conflits et dans l'histoire du travail lui-même. En revanche, l'analyse de la période de l'après-guerre et de l'entre-deux-guerres est à peine commencée et ne doit pas forcément suivre les mêmes directions. Car, même s'il y a des thèmes ou des problèmes qui se répètent ou se continuent à travers la guerre, celle-ci, si elle n'est pas une période de rupture, constitue une période de changement important.
- 2 Bilan des recherches sur le XIXe siècle : deux perspectives analytiques
- 3 Disons d'emblée que les recherches sur le XIXe ont privilégié l'histoire des femmes plus que celle des relations entre les hommes et les femmes, qu'elles ont, tout au plus, dressé un constat et très peu problématisé les relations sociales de sexe dans le monde ouvrier, leur production et leur reproduction.
- 4 Deux paradigmes en effet ont guidé l'histoire du mouvement ouvrier de l'avant Première Guerre mondiale. Le premier est la notion de prolétarianisation comme une étape centrale dans les processus de constitution de classe au cours du XIXe siècle³. Les historiens ont étudié la manière dont les ouvriers et ouvrières figuraient dans le développement du

capitalisme français ; la transition de l'industrie domestique de l'époque protoindustrielle aux manufactures ; le rôle des ouvriers et ouvrières dans la manufacture ; les menaces sur les ouvriers qualifiés ; la naissance des nouvelles formes d'exploitation et les résistances à travers les grèves et le syndicalisme⁴.

- 5 En racontant l'histoire de la formation de la classe ouvrière les historiens ont été obligés de constater la présence des femmes dans la division sexuelle du travail, leur place dans le processus de prolétarianisation, mais aussi la différence des hommes et des femmes et donc la spécificité de l'expérience féminine à la fois au travail et dans les luttes syndicales, sinon dans les syndicats, et dans tous les domaines où elles étaient auparavant invisibles⁵. Cette constatation de la présence, de la participation des femmes aux grèves et aux grands mouvements de revendication ouvrière, et de la spécificité de leur expérience dans la période d'avant 1914 a été capitale. Capitale parce qu'elle donnait aux femmes de la classe ouvrière toute leur place dans l'histoire du mouvement ouvrier. Capitale aussi parce qu'elle allait à l'encontre des présupposés des discours masculins selon lesquels les femmes étaient passives, timides, peu revendicatives, ou craignaient trop la violence pour pouvoir participer aux luttes syndicales et aux grèves. En effet, si tous les ouvriers étaient exploités par le système du capitalisme industriel, les femmes expérimentaient une exploitation particulière liée à leurs faibles salaires, à leur vulnérabilité face au harcèlement sexuel, à leur double journée de travail, à leur très faible mobilité professionnelle et à leur exclusion de certains métiers sur la base de leur sexe. Si pour les hommes l'identité de classe reposait en partie sur le sentiment d'être exploités par le patronat, pour les femmes l'identité de classe reposait sur le sentiment d'être exploitées à la fois par les capitalistes et par les hommes.
- 6 Nous examinerons surtout la place des femmes dans l'histoire plus générale du mouvement ouvrier français. Michelle Perrot, dans *Les Ouvriers en grève*, a montré le militantisme gréviste des femmes à la fin du XIXe siècle les grèves des ouvrières du textile, la participation des femmes de mineurs, et de tant d'autres⁶. Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard et Madeleine Guilbert, ont consacré aux femmes et au syndicalisme des ouvrages qui montraient la grève féminine des sardinières, des moulineuses de soie, des bobineuses de tissage de coton, ou des cabanières qui manipulaient les fromages dans les caves de Roquefort, par exemple⁷. Si la participation des femmes aux grèves a été plus faible que celle des hommes, quasiment partout la participation des femmes aux mouvements revendicatifs a été plus forte que leur taux de syndicalisation. Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard nous donne un taux de participation féminine aux grèves en 1906 de 9,9% pour un taux de syndicalisation d'environ 9%)⁸. Pendant quelques périodes exceptionnelles (1894 ou 1903), elles ont participé aux grèves à raison de plus de 21 % des grévistes et même parfois plus, 27% des grévistes dans des villages du Midi à l'époque des grandes grèves de 1903 à 1914⁹. Dans quelques industries ou secteurs fortement féminisés telles que l'industrie des tabacs et allumettes, le textile, et l'enseignement, par exemple, leur syndicalisation est impressionnante. Pour expliquer le taux souvent faible de participation des femmes aux syndicats ou aux grèves, il faut tenir compte des énormes obstacles mis à la participation des femmes dans les mouvements revendicatifs ou dans les syndicats, obstacles qui tenaient pour beaucoup aux résistances, voire à l'hostilité des hommes¹⁰.
- 7 En même temps l'investigation de la participation des femmes dans des mouvements syndicaux révèle parfois des formes spécifiques. Très souvent, la revendication collective et la grève se passaient sans syndicalisation, et souvent spontanément. Ainsi, les ovalistes,

dans les soieries lyonnaises en 1869, ont mené leur grève sans soutien syndical¹¹. De plus, des femmes avaient souvent des rôles stratégiques dans des mouvements revendicatifs. Michelle Perrot a décrit des femmes de mineurs se couchant sur la voie ferrée des mines en 1881 à Commentry, pour empêcher les employeurs de sortir des voitures. Des femmes grévistes ont agi d'une façon identique dans l'Aude viticole, où, au moment des grèves de 1903 et 1904, des ouvrières viticoles (non syndiquées) et leurs enfants se sont couchées sur le pont d'un village pour empêcher des gendarmes à cheval d'entrer dans le village et de briser la grève¹². On a trouvé aussi des exemples de femmes qui s'en prenaient aux briseurs de grèves ou « faisaient charivari » devant la fenêtre d'un patron qui refusait d'appliquer des accords convenus¹³. Louise Tilly a montré comment les formes de prolétarianisation spécifiques aux femmes les amenaient à des formes différentes d'action collective et de participation aux mouvements grévistes¹⁴.

- 8 Ainsi, pour le XIXe siècle, les recherches de nombreuses historiennes ont montré que les femmes avaient leur place dans le processus de formation de « la classe ouvrière ». Cette constatation obligeait à remettre en question la mythique séparation sexuée entre public (le domaine des hommes) et privé (le domaine des femmes), séparation qui a longtemps constitué le deuxième paradigme de l'étude du mouvement ouvrier. Suivant en cela la théorie politique libérale qui justifiait ainsi tant son refus d'accorder des droits politiques et civiques aux femmes que leur exclusion du travail, et suivant également en cela les ouvriers du XIXe siècle qui l'évoquaient pour tenir les femmes à l'écart du monde du travail et du syndicalisme, les historiens ont, en effet, accepté cette division présumée¹⁵. Ils ont privilégié le domaine public dans leurs histoires du monde masculin du travail, du syndicalisme, des partis politiques, et des grands personnalités (masculines) du monde ouvrier. Aussi ont-ils surtout insisté, lorsqu'ils examinent la participation des femmes aux syndicats, et les rapports des femmes aux organisations ouvrières, sur les oppositions masculines et les réticences féminines qui portaient parfois, les unes et les autres, sur des visions différentes, sexuées, des sujets historiques. Les oppositions masculines reposaient souvent sur la conviction que la place des femmes était au foyer ou bien que les femmes étaient « par nature » moins combattives que les hommes. Les réticences féminines étaient expliquées par le risque de mise en question de la moralité des femmes qui participaient aux réunions publiques à dominance masculine, ou par la double journée des femmes qui rendait pratiquement impossible l'assistance aux réunions du soir ou bien encore par le refus des hommes de prendre en considération des questions ayant une importance particulière pour les femmes¹⁶.
- 9 Pourtant, des historiennes féministes du mouvement ouvrier ont montré comment ces deux domaines, tenus à l'écart dans le discours ouvrier avant la Première Guerre mondiale, s'entrecoupaient dans les pratiques¹⁷. Elles ont analysé l'importance continue de la production domestique en France dans l'accumulation capitaliste et le développement du marché¹⁸. Elles ont aussi étudié les relations entre ouvrières, syndicats et mouvements politiques. Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard a montré comment les féministes, telles Maria Desraimes, Marguerite Durand, Aline Valette et bien d'autres, ont fait des ouvertures aux travailleuses et recruté des adhérentes parmi les femmes qui travaillaient dans le tertiaire¹⁹. Son propos souligne à la fois la distance entre ouvrières et féministes « bourgeoises » et le rôle positif des féministes qui, en défendant rigoureusement le droit au travail des femmes, ont poussé les syndicats à poser la question de la place de la femme dans l'économie et les a contraints à y faire face²⁰. Patricia Hilden a décrit la manière dont les socialistes guesdistes du Parti ouvrier français

ont encouragé la syndicalisation des femmes dans les usines textiles du Nord, mais aussi comment ce parti, du fait de ses préoccupations électoralistes à partir des années 1890, a laissé de côté les femmes et leurs syndicats²¹. Sowerwine a souligné également les difficultés des femmes socialistes à l'échelle nationale, à intégrer des ouvrières dans leurs groupements et dans le parti socialiste SFIO (après 1905) ; il a signalé la réticence des militants socialistes à s'intéresser aux problèmes des ouvrières²². A la fin du XIXe siècle, de nouvelles relations naissent entre l'Etat et l'économie, et entre l'Etat et la famille. Des historiens ont montré comment la régulation dans le domaine de la protection sociale a débuté avant la Première Guerre mondiale et comment les ouvrières et les syndicalistes ont réagi à ces premières tentatives de protection²³.

- 10 Ainsi, vue à travers les deux optiques de la prolétarianisation (ou formation de classe) et de la séparation présumée du public et du privé, l'histoire des rapports entre les femmes et le mouvement ouvrier avant 1914 est, pour l'essentiel, une histoire de la visibilité des femmes, de la spécificité des pratiques féminines, mais aussi une histoire des exclusions, des difficultés, et des obstacles rencontrés. Dans ce domaine, la guerre qui permet la mobilisation des femmes dans l'industrie et leur participation aux mouvements revendicatifs, favorise durablement l'intervention de l'Etat dans l'économie et la vie privée, amène à redéfinir les frontières entre domaines publics et privés, et contribue au développement de formes rationalisées du travail et à l'émergence d'un nouveau paysage politique et syndical avec les scissions du parti socialiste, de la CGT et la naissance de la CFTC a profondément modifié les données de la période précédente²⁴. Aussi la période de l'après-guerre et de l'entre-deux-guerres nous donne-t-elle l'occasion de repenser ces deux optiques d'analyse.
- 11 Bilan des recherches sur le XXe siècle et nouvelles perspectives
- 12 Quelques travaux déjà anciens ont déblayé le terrain et montré la participation des femmes au mouvement ouvrier pendant la guerre et dans l'entre-deux-guerres, en reprenant des thèmes exploités pour la période antérieure à 1914. Françoise Blum a constaté l'activité des femmes dans les syndicats de l'habillement et leur forte présence dans les grèves et les mouvements de contestation pendant les années 1920 et la première moitié des années 1930. Son étude montre que, comme avant-guerre, la syndicalisation des femmes est très variable et que les femmes participent aux mouvements revendicatifs plus facilement qu'elles ne se syndiquent. Même dans une industrie aussi féminisée que l'habillement, la présence des femmes est faible dans les instances de direction²⁵. De la même façon, Anne-Marie Sohn a constaté la très forte présence des femmes dans les syndicats d'instituteurs de la CGTU où elles représentent au moins 33% des adhérents. Si elles ont accès aux fonctions de direction au niveau local, elles sont pourtant exclues des postes décisifs de la Fédération et leur représentation à la Confédération générale du travail unifié ne cesse de diminuer tout au long de la période, en partie à cause de la défiance des ouvrières de la CGTU à l'égard des institutrices estimées trop féministes²⁶.
- 13 Mais aujourd'hui nous pouvons envisager des perspectives différentes et de nouveaux moyens d'analyse. Comme l'historienne américaine Gay Gullickson l'a remarqué, les historiens du syndicalisme doivent aller au-delà de l'écriture d'histoires parallèles des hommes et des femmes, espérant qu'un jour elles puissent s'entrecouper²⁷. Eviter l'histoire parallèle veut dire interroger la construction sociale ou culturelle de la différence des sexes, non seulement du côté féminin, mais aussi du côté masculin, et analyser les moyens par lesquels la différence sexuelle forme la base des exclusions et inclusions sociales et la base des inégalités de pouvoir, des droits, des opportunités. Ce

mode d'analyse, qu'à la suite des historiennes féministes américaines j'appellerai « analyse de genre » du terme anglais *gender* s'interroge, à la différence de l'étude des « rapports sociaux de sexe », sur la production et la reproduction des différences sociales fondées sur la différence sexuelle. Il nous permet non seulement de constater les différences entre les hommes et les femmes, mais aussi de nous demander qui a le pouvoir de définir les différences, afin de mieux comprendre les inégalités non seulement de sexe et de classe, mais aussi de race et d'ethnicité²⁸. Une telle analyse des rapports masculin/féminin implique l'étude des représentations et des constructions discursives qui sont en partie constitutives de ces rapports ; elle doit porter également sur les processus sociaux à travers lesquels la signification est établie, et donc sur les relations sociales et matérielles, les conflits et la contestation.

- 14 Si le sens donné par les acteurs sociaux à leurs vies et activités est parfois constitué en partie par le discours, cela ne veut pas dire que les rapports sociaux de sexe sont uniquement compréhensibles à travers des discours ou des représentations. Il ne faut jamais perdre de vue la notion de genre comme relations de pouvoir qui sont elles-mêmes constituées par des conditions matérielles et politiques. Donc, toute analyse de genre doit prendre en compte en même temps les structures ou conditions matérielles et les productions discursives.
- 15 Pour ce qui est du mouvement ouvrier, analyser selon cette perspective veut dire, par exemple, interroger les normes masculines présentes dans la construction de catégories comme l'ouvrier, le travail; ou bien encore le mode d'inclusion des discours sur la féminité dans la construction de la catégorie « ouvrière ». Cela nous permet d'exposer la façon par laquelle des inégalités sont incorporées dans les définitions mêmes du travail et des métiers spécifiques, comment le genre a joué un rôle important dans la définition même de la qualification²⁹. Cela nous permet aussi d'interroger les conditions matérielles et conjoncturelles dans lesquelles ces constructions ont joué, que ce soient les luttes revendicatives ou bien la désignation de la division « genrée » (*gendered*) du travail. Cette perspective d'analyse nous donne les moyens de repenser les deux paradigmes initiaux de prolétarianisation et de séparation entre public et privé.
- 16 Repenser la prolétarianisation dans l'histoire du mouvement ouvrier
- 17 La notion de prolétarianisation comme étape de la formation de classe a souvent présumé que l'essentiel de la constitution de la classe ouvrière s'était accompli pendant l'essor du capitalisme industriel du XIXe siècle et dans la période d'avant la Première Guerre mondiale. Il faut analyser, me semble-t-il, comment ce processus a continué après la guerre, notamment sous l'impact de l'immigration, de l'entrée des femmes dans certains métiers et dans le contexte de rationalisation et de réorganisation du travail dans de nombreuses industries durant les années 1920 et 1930³⁰. Il faut regarder comment les catégories d'« ouvrier », de « salaire », et même de « classe » sont constituées avec les exclusions et les inclusions fondées sur le genre, comment les organisations syndicales se sont construites sur la base des discours et des pratiques masculines et féminines, pratiques qui permettent d'éclaircir les fondements de l'exclusion et de l'inclusion dans ces organisations. Comme dit l'historienne américaine Ava Baron, au lieu de poser la question : « Pourquoi est-il difficile, pour les femmes, de se syndiquer ? », l'histoire du syndicalisme qui prend en compte le genre pose les questions suivantes : « Quels présupposés de genre ont structuré les syndicats dans cette période de rupture et de crise ? Comment les organisations syndicales ont-elles recréé et perpétué ou mis en question les hiérarchies de genre après la Première Guerre mondiale et dans l'entre-deux-

guerres ? Comment le genre a-t-il contribué à définir des intérêts syndicaux éloignés des intérêts spécifiques des femmes ?³¹ »

- 18 En même temps, il nous faut aller au-delà des organisations et regarder comment les identités ouvrières sont construites à l'intérieur de ces institutions, comment, par exemple, la masculinité était définie par les ouvriers, à la fois dans la pratique et dans les discours. Si la Première Guerre mondiale a obligé à une redéfinition temporaire des identités au travail, des tentatives pour rétablir ces identités ont existé pendant et après la guerre. Regardons, par exemple, les discours sexués des ouvriers métallurgistes français qui montrent combien la masculinité était liée à la définition même de l'ouvrier. Quand un ouvrier métallurgiste se plaignait du bouleversement du monde du travail occasionné par la présence des femmes dans les usines métallurgiques, il avançait que « le désarroi est grand quand on oblige ces mains fluettes à charger les obus sur les camions de l'usine... Rien n'est modifié dans l'exploitation ; l'aggravation même s'organise fatalement par la main d'œuvre indigène et par la masculinisation de la femme »³². Un autre remarquait que « tous les camarades doivent faire tout pour empêcher les femmes d'**usurper le travail des hommes** »³³. En discutant de la syndicalisation des femmes, les métallurgistes affirmaient que « le syndicat est un organe combatif et qu'est-ce qu'un combattant volontaire qui ne sait pas ce qu'il combat ni pourquoi il combat ». Toute l'action syndicale des femmes leur paraissait redoutable dans la mesure où « avec [leur] caractère exalté, sensible [...], il pourrait bien se faire que ces mouvements [de grèves féminines] prennent des proportions telles qu'ils nous surprennent et nous dépassent »³⁴. Ces protestations sont riches de signification par leurs distinctions entre masculinité et féminité dans le monde du travail et par leur définition du syndicat comme un lieu masculin de combat et de lutte. Elles ne sont pas seulement le **reflet** des visions masculines de l'idée du travail ou du syndicalisme, mais aussi des manières de **définir** le travail comme sexué et donc exclusif d'un sexe plutôt que d'un autre. Ainsi, elles sont bien constitutives d'un certain syndicalisme masculin qui, par définition même, exclut les femmes. Ces notions de genre n'ont pas empêché les femmes de travailler, mais elles ont eu des effets sur la mentalité ouvrière et ont renforcé la notion de différence sexuée au travail³⁵.
- 19 Une autre piste est ouverte dans l'étude des rapports entre genre, syndicats et partis ou formations politiques. Il y a des comparaisons intéressantes à faire entre, d'un côté, les relations du Parti ouvrier français (POF) avec les syndicalistes de la période de l'avant Première Guerre mondiale et, de l'autre, la situation des femmes dans les syndicats de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) dans l'entre-deux-guerres. A partir de 1922, le parti communiste s'est beaucoup intéressé au recrutement des femmes. Suivant les directives de la Troisième Internationale (et de son bras syndical, l'Internationale syndicale rouge), il a encouragé la constitution de commissions féminines au sein des syndicats et groupements régionaux et a fait un grand effort, au moins rhétorique, pour l'organisation des femmes, à la fois dans le parti et dans les syndicats. Il a nommé des permanentes féminines et a donné une place petite aux femmes dans des instances dirigeantes des syndicats et même quoique de façon moindre dans le parti³⁶. Pourtant, l'autonomie des femmes dans ces organisations n'est pas du tout évidente et elle diminue rapidement dans le contexte des luttes sur la question de l'autonomie des syndicats par rapport au parti³⁷. Il y a là un champ riche de potentialités pour l'analyse du genre à travers le modèle nettement masculin du parti politique, modèle qui nous invite à considérer comment la différence sexuelle a joué finalement pour la marginalisation,

voire pour l'exclusion, des femmes du politique et nous amène au problème voisin de la citoyenneté.

- 20 On a mal problématisé la signification de la citoyenneté pour la classe ouvrière. On présume souvent (malgré des évidences certaines) que la question du suffrage ne concernait pas les ouvrières, trop occupées qu'elles étaient par des questions économiques plus immédiates. L'histoire du mouvement suffragiste s'est pendant longtemps penché sur les femmes bourgeoises avec l'idée qu'ouvrières et bourgeoises, syndicats et organisations suffragistes s'intéressaient peu les uns aux autres³⁸. Mais on commence à voir qu'en fait, au moins pour la période des années 1920 et 1930, les ouvrières syndicalistes se sont intéressées aussi au vote, que les syndicats en ont parlé assez souvent, et que certaines syndicalistes (surtout, mais pas exclusivement, les institutrices) ont participé activement à la politique du suffrage à la fois au niveau national, local, ou régional³⁹. On a eu tendance aussi à ne penser la citoyenneté qu'en termes électoraux, tandis que l'idée de citoyenneté est plus large et inclut dans l'entre-deux-guerres, à la fois la question du suffrage des femmes et celle de la citoyenneté sociale liée à la politique sociale de l'Etat.
- 21 En outre, il nous faut en savoir plus sur la place de la culture et de la religion dans la formation de la classe ouvrière française dans l'entre-deux-guerres. La question des relations des syndicats et des mouvements religieux s'est posée d'une manière nouvelle après la Première Guerre mondiale avec la formation de la Confédération française des travailleurs chrétiens. La CFTC a concurrencé, auprès des femmes, la CGT et la CGTU, surtout - mais pas exclusivement - dans l'industrie textile du Nord. Quel est le rôle du genre dans la définition du syndicalisme chrétien ? Y a-t-il des différences dans la mobilisation ou dans le militantisme masculin et féminin ; et si la définition même du syndicat, du militant est profondément masculine dans le syndicalisme non chrétien, qu'en est-il dans le syndicalisme chrétien ? En quoi et comment ce syndicalisme de réconciliation (hostile à la lutte des classes), a-t-il réussi ou non à mobiliser les femmes ?⁴⁰
- 22 Des historiens ont aussi commencé à analyser comment les mutations économiques et les changements dans le travail lui-même (*labor process*) de l'entre-deux-guerres ont contribué à changer ou à réinscrire des relations de genre, surtout sur le lieu de travail⁴¹. La période de l'entre-deux-guerres est, en fait, riche en mutations économiques, y compris pendant la crise des années 1930. Elle nous donne l'occasion d'analyser comment les relations de genre ont évolué et comment elles sont réinscrites dans les moments de crise, comment organisations et institutions ouvrières ont géré la crise, comment le genre a joué un rôle dans les conflits ouvriers de cette époque. Une telle analyse peut nous permettre de mieux saisir les continuités et les discontinuités ou ruptures dans le processus de la formation de la classe ouvrière au cours du XXe siècle.
- 23 Mais il nous faut analyser ces phénomènes en prenant aussi en compte la race et l'ethnicité, pour reprendre la terminologie américaine. La poussée d'immigration après la Première Guerre mondiale et dans les années 1920 a beaucoup changé la composition de la classe ouvrière en France. Quels sont les points d'intersection entre le genre, la race, et l'ethnicité dans les relations de travail et dans le mouvement ouvrier ? Quels sont les rapports, par exemple, entre les discours et les pratiques vis-à-vis des travailleurs immigrés et vis-à-vis des travailleuses ? Une telle perspective permettrait de mieux comprendre les enjeux discriminatoires au sein du syndicalisme lui-même.
- 24 Quel Public ? Quel Privé ?

- 25 Le deuxième paradigme que la période de l'après-guerre permet de repenser est la séparation entre public et privé. Dans l'histoire du monde ouvrier du XIXe siècle, les domaines de la sexualité et la famille ont toujours été définis comme appartenant au privé. Mais les pertes de vies humaines pendant la guerre et la crise de la natalité de l'entre-deux-guerres ont rendu nettement plus difficile l'enfermement de la sexualité dans le monde du privé et a même mis en question sa définition, à un moment où la croissance de la natalité se pose en termes d'intérêt national : du coup, le corps féminin et la famille deviennent des enjeux politiques et publics. L'Etat s'engage plus énergiquement dans le domaine du privé avec la modification de la législation pénalisant l'avortement et la contraception, la création du Conseil supérieur de la natalité et, dans les années 1920, les débuts des allocations familiales pour certaines familles pauvres⁴². Déjà quelques patrons du textile du Nord ont commencé à distribuer des « sursalaires familiaux », comme appoint au salaire, payables en fonction du nombre d'enfants à charge : moyen d'encourager les naissances et donc finalement la reproduction de la force du travail ; moyen de freiner les augmentations de salaires en ne donnant le supplément qu'aux ouvriers/ouvrières qui avaient des charges de famille ; moyen aussi de pratiquer un contrôle social dans la mesure où les ouvriers recevaient le sursalaire sous condition d'une présence continue au travail⁴³. Ces initiatives patronales ont provoqué diverses réactions et un vrai débat au sein du mouvement ouvrier. Rejetés par les ouvriers, les sursalaires familiaux étaient assez souvent revendiqués par les femmes comme soutien essentiel aux familles nombreuses.
- 26 C'est dans ce contexte que des travailleuses de l'habillement, des institutrices et d'autres encore, ont revendiqué des mesures de protection sociale garanties par l'Etat, tels que les congés maternité payés, des chambres d'allaitement (établies par quelques employeurs dans les usines d'armement pendant la guerre mais abandonnées ensuite), des crèches, et des allocations familiales gérées par l'Etat : donc un véritable « Etat social » où la maternité serait considérée comme une fonction sociale. Ce débat, révélateur de l'effacement des frontières entre public et privé, montre comment l'identité des ouvriers (aussi bien que celle des ouvrières) était marquée par des questions du privé⁴⁴. La reproduction (biologique et sociale), la famille, et le corps féminin ont pris une place de plus en plus publique et importante dans les revendications syndicales⁴⁵. Mais les ouvrières n'étaient pas toutes unies sur la question des politiques sociales et il y avait des différences importantes entre syndicalistes de la CGT et de la CGTU. Les premières étaient plus disposées que les secondes à accepter les dispositifs pronatalistes de l'Etat et des réformateurs sociaux. La CGT qui ne cachait pas ses positions néo-malthusiennes avant la guerre, a changé de position après le carnage de la guerre, et les militantes CGT ont alors soutenu l'importance primordiale de la fonction maternelle pour les ouvrières⁴⁶. Les militantes CGTU, en revanche, ont refusé les positions pronatalistes de l'Etat (au moins avant 1935), et ont mis plutôt en avant le droit des femmes au travail. Quoique défendant la maternité comme fonction sociale au même titre que les cégétistes, elles revendiquaient, en même temps, les moyens, assurés par l'Etat, qui leur permettraient d'être à la fois des mères et des travailleuses. Elles s'opposèrent aux appels de la droite catholique pour la création d'une allocation de mère au foyer dès 1931, allocation qui risquait de renvoyer les femmes du travail et de les enfermer dans le foyer domestique⁴⁷.
- 27 Mais le corps féminin est un enjeu dans un autre sens aussi. On commence à découvrir l'importance du problème du harcèlement sexuel au travail, comment il a atteint les femmes au XIXe et au début du XXe siècles. Le harcèlement sexuel a pu être à l'origine de

luttons ouvrières où les femmes ont revendiqué le renvoi d'un contremaître pour délits sexuels ou ont fait grève contre un patron pour harcèlement sexuel, des faits auparavant occultés des récits et histoires masculins⁴⁸. La sexualité est aussi un domaine où le genre structure les rapports de pouvoir. Comme Marie-Victoire Louis l'a montré, il faut faire très attention au langage des revendications et aux descriptions des conflits du travail, tellement la chose est masquée dans le discours même officiel. De même il nous faut essayer de décrypter les silences dans les discours pour comprendre les faits.

- 28 Voilà donc, quelques perspectives de recherches propres au développement historique spécifique de l'entre-deux-guerres. Elles nous permettront peut-être de mieux comprendre le fonctionnement et la perpétuation des formes d'oppression non seulement de classe, mais aussi de sexe et de race, dans la vie sociale du passé. Une histoire du mouvement ouvrier qui prend en compte la manière dont les relations de genre sont construites pourrait nous permettre de mieux saisir les formes de domination et de subordination et de mettre en cause les modèles masculins considérés comme universels, qui ont si longtemps servi de point de référence pour l'étude du mouvement ouvrier.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

Accampo, E.

1989 *Industrialization, Family Life and Class Relations in St. Chamond, 1815-1914*, Berkeley, University of California Press.

Anonyme

1916a « Les Femmes », *L'Union des Métaux*, mai : 8-10.

1916b « A travail égal, salaire égal », *L'Union des Métaux*, septembre-décembre : 5.

Auslander, L. et Zancarini-Fournel, M. (éds.)

1995 *Différence des sexes et protection sociale (XIXe-XXe siècles)*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes.

Auzias, C. et Houel, A.

1982 *La Grève des ovalistes*, Paris, Payot.

Bachrach, S.

1983 *Dames Employées. The Feminization of Postal Work in Nineteenth Century France*, New York, The Institute for Research in History and the Hawarth Press.

Bard, C.

1993 « L'Apôtre social et l'ange au foyer : les femmes et la CFTC à travers *Le Nord Social* (1920-1936) », *Le Mouvement social*, n° 165 octobre-décembre: 23-41.

1995 *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914- 1940*, Paris, Fayard.

Baron, A.

1992 « Gender and Labor History », in Baron (dir.) *Work Engendered. New Perspectives on American Labor History*, Ithaca, Cornell University Press: 1-46.

Berlanstein, L.

1993 « Introduction », in L. Berlanstein (ed.), *Rethinking Labor History Essays on Discourse and Class Analysis*, Bloomington and Chicago, University of Illinois Press.

Biddlemzn, P.K.

1982 *Pariahs Stand Up! The Founding of the Liberal Feminist Movement in France 1858-1889*, Westport et Londres, Greenwood Press.

Blum, F.

1977 « Féminisme et syndicalisme en France. Les femmes dans la Fédération de l'habillement », mémoire de maîtrise, université de Paris I.

Bourbau, A.

1995 *Le Droit de cuissage. La fabrication d'un mythe, XIIIe-XXe siècles*, Paris, Albin Michel.

Boxer, M.

1982 « Women in Industrial Homework : the Flowermakers of Paris in the Belle Epoque », *French Historical Studies*, n° 12, Spring : 401-423.

Boxer, M.

1986 « Protective Legislation and Home Industry in France: the Marginalization of Women Workers », *Journal of Social History*.

Canning, K.

1992 « Gender and the Politics of Class Formation: Rethinking German Labor History », *American Historical Review*, n° 97, June : 736 -768.

1994 « Feminist History After the Linguistic Turn : Historicizing Discourse and Experience », *SIGNS : Journal of Women, Culture, and Society*, n° 19, Winter : 368-404.

Chabot, J.

1993 « Les syndicats féminins chrétiens et la formation militante de 1913 à 1936 : `propagandistes idéales' et `héroïne identitielle' », *Le Mouvement social*, n°.165 octobre-décembre : 7 -21.

Cottureau, A.

1986 « The Distinctiveness of Working-Class Cultures in France, 1848-1900 », dans Katznelson, I. et Zolberg, A., *Working-Class Formation. Nineteenth Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press.

Downs, L.L.

1993 « Women's Strikes and the Politics of Popular Egalitarianism in France, 1916-1918 », in L. Berlanstein (ed.), *Rethinking French Labor History. Essays in Discourse and Class Analysis*, Bloomington, University of Illinois Press.

1995 *Manufacturing Inequality: Gender Division in the French and British Metalworking Industries 1914-1939*, Ithaca et Londres, Cornell University Press.

Dubesset, M. et Zancarini-Fournel, M.

- 1993 *Parcours de femmes. Réalités et représentations. Saint-Etienne 1880-1950*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- Dubesset, M., Thibaud, F., et Vincent, C.
- 1974 « Quand les femmes entraient aux usines », mémoire de maîtrise, université de Paris VII.
- 1977 « Les Munitionnettes de la Seine », in *L'Autre Front Cahiers du Mouvement social*, n°. 2. Paris, Editions ouvrières : 189- 219.
- Duby G.et Perrot M.
- 1992 *L'Histoire des femmes en Occident*, t.4, Paris, Plon.
- 1993 *Femmes et Histoire*, Paris, Plon.
- Frader, L.L.
- 1981 « Grapes of Wrath : Vineyard Workers and Strikes in the Aude, 1900-1913 », dans L.A. Tilly et C. Tilly, (dir.) *Class Conflict and Collective Action*, Beverley Hills, Sage Press.
- Frader, L.L.
- 1985 « Women's Collective Action and Revolutionary Syndicalism in the Aude, 1900-1914 », communication au colloque, French Historical Studies, University of California, Los Angeles, mars.
- 1991 « Working Men and Working Mothers. Gender, Work, and Motherhood in the French Labor Movement in the 1920s », communication au colloque, Social Science History Association, New Orleans, Louisiana, 1-3 novembre.
- 1991 *Peasants and Protest. Agricultural Workers, Politics and Unions in the Aude 1850-1914*, Berkeley, University of California Press.
- 1992 « Women, Parties, and the Labor Movement in Interwar France », communication au colloque, Western Society for French History, 21 octobre.
- 1996a « Engendering Work and Wages: the French Labor Movement and the Family Wage », in L.L. Frader and S.O. Rose (dir.), *Gender and Class in Modern Europe*, Ithaca et Londres: Cornell University Press.
- 1996b « Working-Class Women and Social Policy in Twentieth Century France », *Social Politics*.
- Frader, L.L. et Rose, S.O.
- 1996 « Gender and the Reconstruction of Working-Class History in Modern Europe », in L.L. Frader et S.O. Rose (dir.), *Gender and Class in Modern Europe*, Ithaca, Cornell University Press.
- Green, N.
- 1995 « Classe et ethnicité, des catégories caduques de l'histoire sociale ? », in B. Lepetit, *Les Formes de l'expérience, Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel : 165-186.
- Guilbert, M.
- 1966 *Les Femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, Paris, CNRS.
- Guillaumin, C.
- 1993 « Race. Question de terminologie », *Sexe et Race. Discours et formes nouvelles d'exclusion du XIXe au XXe siècle* : 5-16.
- Gullickson, G.

- 1986 *The Spinners and Weavers of Autfay*, Cambridge, Cambridge University Press.
- 1993 « Commentary: New Labor History from the Perspective of a Women's Historian », in L. Berlanstein (ed.), *Rethinking Labor History. Essays on Discourse and Class Analysis*, Urbana and Chicago, University of Illinois Press, pp. 200-213.
- Hanagan, M.
- 1980 *The Logic of Solidarity. Artisans and Industrial Workers in Three French Towns*, Urbana, University of Illinois Press.
- 1989 *Nascent Proletarians. Class Formation in Post-Revolutionary France*, New York, Oxford.
- Hause, S.C. et Kenney, A.R.
- 1984 *Women's Suffrage and Social Politics in the French Third Republic*, Princeton, Princeton University Press.
- Higginbotham, E.B.
- 1992 « African-American Women's History and the Metalanguage of Race », *SIGNS : Journal of Women, Culture, and Society*, n° 17 : 251-274.
- Hilden, P.
- 1986 *Working Women and Socialist Politics in France 1880-1914*, Oxford-New York, Oxford University Press.
- Kaplan, S.J. et Koepf, C. (dir.)
- 1986 *Work in France. Representations, Meaning, Organization, and Practice*, Ithaca, Cornell University Press.
- Katznelson, I.
- 1986 « Working-Class Formation. Constructing Cases and Comparisons », in Katznelson, I. et Zolberg, A., *Working-Class Formation. Nineteenth Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press.
- Lequin, Y.
- 1977 *Les Ouvriers de la Région lyonnaise 1848-1914*, 2 vol., Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- Louis, M.-V.
- 1994 *Le Droit de cuissage. France 1860-1930*, Paris, Editions de l'Atelier.
- McBride, T.
- 1976 *The Domestic Revolution. The Modernization of Household Service in England and France, 1820-1920*, London and New York, Croom Helm.
- Noiriel, G.
- 1986 *Les Ouvriers dans la société française*, Paris, Seuil « Points Histoire ».
- Nolan, M.
- 1990 « 'Housework Made Easy!' the Taylorized Housewife in Weimar Germany's Rationalized Economy », *Feminist Studies*, n° 16, Fall : 549- 577.
- Pedersen, S.

1993 « Catholicism, Feminism, and the Politics of the Family During the Late Third Republic », in S. KOVEN and S. MICHEL (dir.) *Mothers of a New World. Maternalist Politics and the Origins of the Welfare State*, New York-London, Routledge.

1993 *Family, Dependence, and the Welfare State in France and Britain, 1919-1939*, New York-Cambridge, Cambridge University Press.

Perrot, M.

1974 *Les Ouvriers en grève. France 1871-1890*, 2 vol., Paris, Mouton.

1976 « L'Eloge de la ménagère dans le discours des ouvriers du XIXe siècle », *Romantisme*, n° 13-14 : 105-121.

1984 *La Jeunesse de la grève. France 1871-1980*, Paris, Seuil.

1986 « On the Formation of the French Working Class », in Katznelson, I. et Zolberg, A., *Working-Class Formation. Nineteenth Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press.

Perrot, M. (dir.)

1978 « Travaux de femmes dans la France du XIXe siècle », *Le Mouvement Social*, n° 105, octobre-décembre.

1987 « Métiers de femmes », *Le Mouvement Social*, n° 140, juillet- septembre.

Rabinbach, A.

1990 *The Human Motor: Energy, Fatigue, and the Origins of Modernity*, New York, Basic Books.

Reynolds, S.

1996 *Women in France Between the World Wars*, Londres, Routledge.

Riot-Sarcey, M.

1993 *La Démocratie à l'épreuve des femmes*, Paris, Albin Michel.

Robert, J.-L.

1989 « Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la grande guerre et l'immédiat après-guerre », thèse de doctorat d'Etat, université de Paris I.

Rose, S.

1993 « Gender and Labor History the Nineteenth Century Legacy », *International Review of Social History*, n° 38 supplément : 145-162.

Scott, J.

1975 *The Glassworkers of Carmaux*, Cambridge, Harvard University Press.

1988 *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press.

1988a « Gender: a Useful Category of Historical Analysis », in Scott, J., *Gender and the Politics of History*, New York, Columbia University Press.

1988b « Genre. Catégorie d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, n° 37-38, juin.

Sewell, W.H.Jr.

1986 « Artisans, Factory Workers, and the Formation of the French Working Class 1789-1848 », in Katznelson, I. et Zolberg, A., *Working-Class Formation. Nineteenth Century Patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton University Press.

Sohn, A-M.

1976 « Féminisme et syndicalisme. Les institutrices de la Fédération unitaire de l'enseignement de 1919 à 1935 », thèse de troisième cycle, université de Paris X.

1977 « Exemplarité et limites de la participation féminine à la vie syndicale : les institutrices de la CGTU », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre : 391-414.

1993 « Les Rôles Féminins dans la vie privée à l'époque de la Troisième République, rôles théoriques, rôles vécus », thèse de doctorat d'Etat, université de Paris I.

Sowerwine, C.

1978 *Les Femmes et le socialisme*, Paris, Presses de la FNSP.

1982 *Sisters or Citizens ? Women and Socialism in France Since 1876*, New York-Cambridge, Cambridge University Press.

1984 « Workers and Women in France Before 1914. The Debate over the Couriau Affair », *Journal of Modern History*, n° 55 [sept.1983] : 411-441.

Stewart, M-L.

1989 *Women Workers and the French State*, Montréal, McGill- Queen's University Press.

Strummingher, L.

1978 *The Silkworkers of Lyon*, St.Albans, Eden Press.

Tardivel, J.

1993 *Femmes et Parti communiste français entre les deux guerres*, thèse de doctorat d'Etat, université de Paris VII.

Thébaud, F.

1985 « Le Mouvement nataliste dans la France de l'entre-deux-guerres », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 32, avril-juin : 276-301.

1986 *Quand nos grand-mères donnaient la vie : la maternité en France dans l'entre-deux-guerres*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

Tilly, L.A.

1981a « Paths of Proletarianization: Organisation of Production, Sexual Division of Labor and Women's Collective Action », *SIGNS* : n° 7 : 400-417.

1981b « Women's Collective Action », dans L.A. Tilly et C. Tilly, (dir.) *Class Conflict and Collective Action*, Beverley Hills, Sage Press.

Tilly, L.A. et Scott, J.

1987 *Women, Work, and Family* (2e édition), New York, Methuen.

Trempe, R.

1971 *Les Mineurs de Carmaux, 1848-1914*, 2 vol., Paris, Editions ouvrières.

Wishnia, J.

1990 *The Proletarianizing of the Fonctionnaires. Civil Service Workers and the Labor Movement Under the Third Republic*, Baton Rouge and London, Louisiana State University Press.

Zancarini-Fournel, M.

1994 « Casino-Saint-Etienne, une entreprise à main-d'œuvre stabilisée (1898-1960) », *Bulletin du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale*, n° 2-3 : 65-77.

Zylberberg-Hocquard, M.

1978 *Féminisme et syndicalisme en France*, Paris, Anthropos.

1981 *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Paris, Editions ouvrières.

NOTES

1. Je parle souvent ici du « mouvement ouvrier », plutôt que du syndicalisme surtout en ce qui concerne les femmes ou du *gender*, précisément à cause de l'extensibilité, de la flexibilité de ce concept. Les femmes n'étaient souvent pas adhérentes et cotisantes des syndicats, mais participaient beaucoup aux mouvements revendicatifs. De plus, les questions portant sur le travail des femmes, les salaires, et les conditions de travail, ainsi que le droit au travail pour les hommes et les femmes, étaient débattues régulièrement dans des instances syndicales, sans que les femmes y soient présentes.
2. Je remercie le German Marshall Fund of the United State pour son soutien (Research Fellowship, Grant No. A-0222) de janvier à juin 1995, qui a facilité la rédaction de cet article.
3. Ce processus est passé en France à un rythme et avec des caractéristiques bien différentes de l'Angleterre et de l'Allemagne. Voir, à ce propos, Cottureau 1986, Katznelson 1986. Bien qu'on reconnaisse aujourd'hui qu'il n'y a pas **une** classe ouvrière, le terme universel **la** classe ouvrière a été employé jusqu'aux années 1980.
4. Sur la « formation de classe », en France, voir Sewell 1986, Perrot, 1986. Parmi des ouvrages classiques qui ne portent pas spécifiquement sur des femmes (et où parfois les femmes ne figurent pas ou peu) : Lequin 1977, Trempé 1971, Noiriel 1986, Hanagan 1980, Scott 1975.
5. Sur les femmes dans le développement du capitalisme industriel au XIXe siècle, voir Strummingher 1978 ; Accampo 1989 ; Gullickson 1986 ; Tilly et Scott 1987 ; Perrot 1978, 1987 ; McBride 1976 ; Bachrach 1983.
6. Perrot 1974.
7. Zylberberg-Hocquard 1978, 1981 ; Guilbert 1966.
8. Zylberberg-Hocquard 1978 : 205.
9. Frader 1991 : 114-161, Frader 1985.
10. Zylberberg-Hocquard 1978, 1981 ; Guilbert 1966. M. Perrot semble estimer que les femmes d'ouvriers faisaient parfois obstacle à la participation des hommes aux grèves. Perrot 1984 : 119.
11. Auzias et Houël 1982.
12. Frader 1981, 1985, 1991 : 129. Selon Françoise Blum, Jeanne Chevenard, secrétaire du syndicat réformiste du vêtement de Lyon incitait « des grévistes à se coucher sur les rails pour empêcher les trains de partir du front », pendant les grèves des midinettes à Lyon. Blum : 83.
13. L'exemple des femmes de mineurs de Molières donné par Perrot est classique : « elles déculottaient un ouvrier qui se rendait au travail et le fouettaient publiquement ». Perrot 1984 : 117.
14. Tilly 1981a : 400-417, 1981b.

15. Voir à ce propos, Perrot, 1976. Le Congrès ouvrier de 1879 est exceptionnellement riche pour la discussion de la question du droit de la femme au travail et de ses droits civiques. Il montre pourtant, que l'« éloge de la ménagère » n'était pas le seul discours des ouvriers, et que l'idéalisation de la femme au foyer était contesté aussi bien par des congressistes masculins que féminins.
16. N'oublions surtout pas d'autres formes d'opposition des hommes qui reposaient sur la peur de la concurrence des femmes sur le marché du travail, la crainte que les femmes, situées en bas de l'échelle salariale manquent de volonté revendicative etc. Sur les oppositions masculines, voir Zylberberg-Hocquard 1981, Guilbert 1966 ; Sowerwine, 1984.
17. Hilden 1985, sans s'attaquer directement à cette division présumée, montre comment les intérêts syndicaux des femmes dans l'industrie textile du Nord émergeaient parfois de leurs intérêts « privés », liés aussi bien à la reproduction (enfants, famille) qu'à la production. Voir aussi Tilly et Scott 1987.
18. Voir Accampo ; Hanagan 1989, Boxer 1982, 1986.
19. Zylberberg-Hocquard 1978 : 22, 87.
20. Zylberberg-Hocquard 1978 : 22 et 87.
21. Hilden 1985.
22. Sowerwine 1978, 1982.
23. Stewart 1989, Auslander et Zancarini-Fournel 1995.
24. Dubesset, Thébaud, Vincent 1977 : 189-219 ; Downs 1993 : 114-118 ; Robert 1989 : ch.11. Sur l'établissement de la politique de l'Etat-social en France dans l'entre-deux-guerres, voir Pedersen 1993. Sur les préoccupations natalistes de l'entre-deux-guerres, voir aussi Thébaud 1985, 1986.
25. Blum 1977 : 66, 71-79.
26. Sohn 1977 : 394 et 410 ; 1976. Le statut des institutrices comme « ouvrières » est contestable, étant donné leurs origines sociales et leur niveau d'instruction et de qualification intellectuelle. Pourtant, les institutrices, surtout de la CGTU, se sont souvent identifiées avec la classe ouvrière, malgré la défiance d'autres catégories d'ouvrières. Voir aussi Wishnia, 1990.
27. Gullickson 1993 : 206. Dans la discussion qui suit, je suis très influencée par le travail de Scott 1988. Je reprends ici aussi quelques thèmes de Frader et Rose 1996.
28. Le mot « race » est, bien sûr, très contesté, même s'il est souvent employé aux Etats-unis comme catégorie d'analyse dans les sciences sociales et chez les historiens. On sait bien depuis une trentaine d'années au moins, qu'une définition biologique de la race n'existe pas. Pourtant, comme construction sociale et culturelle, la « race » fait partie du monde social. Voir Higginbotham 1992 : 253. « Comme le genre et la classe, la race... doit être reconnue comme une construction sociale fondée sur la reconnaissance de la différence et dont la signification est de positionner les groupes les uns vis-à-vis des autres. En plus, la race est une représentation hautement contestée des relations de pouvoir entre des catégories sociales selon lesquelles les individus sont identifiés et s'identifient ». Sur la catégorie « race », telle qu'elle a été travaillée en France, voir Guillaumin 1993 : 5-16. De même, la notion « d'ethnicité » est contestée. Plusieurs études ont mis l'accent sur la notion d'identité ethnique comme socialement construite ou inventée. Selon Nancy Green, il est possible de garder le terme en l'historisant et en le comprenant « non pas comme une chose mais comme un processus ». Voir N. Green, 1995 : 166.
29. Voir, par exemple, Dubesset et Zancarini-Fournel 1993 qui montrent comment les métiers étaient construits d'une façon sexuée.

30. Une critique féministe du modèle de « formation de classe » se trouve dans Canning 1992.
31. Baron 1992 : 13.
32. Anonyme, 1916a :8-10. Voir aussi, Frader 1991. Le rapprochement entre « main-d'œuvre indigène » et la main-d'œuvre féminine « masculinisée » implique une distinction sous-jacente entre la main-d'œuvre française (masculine) et la main-d'œuvre étrangère à laquelle les femmes sont, en quelque sorte, assimilées, selon un modèle presque colonial.
33. Anonyme, 1916b : 5. Là, par implication, c'est le travail des hommes qui est légitime et le travail des femmes qui ne l'est pas.
34. Anonyme 1916a : 2 et 3.
35. Sur des définitions sexuées du travail et du métier, voir aussi Dubesset et Zancarini-Fournel 1993. Je reprends ici quelques observations sur les représentations du travail dans le discours des ouvriers : Frader 1991.
36. A partir de 1922, les femmes sont régulièrement membres de la Commission Exécutive de la CGTU ; en 1925, Alice Brisset est élue membre du secrétariat de la CGTU. Suzanne Girault devient membre du Comité central du PCF en 1922 et membre du Bureau politique en 1924. *L'Humanité* établit une « tribune féministe » ; dès 1922, le parti communiste publie un journal des femmes, *L'Ouvrière*.
37. Frader 1992.
38. Biddleman 1982, Hause et Kenney 1984, Sowerwine 1978 et 1982.
39. Voir, en particulier, Bard 1995, Tardivel 1993. Comme le montre Tardivel, les relations entre les femmes communistes et féministes était souvent conflictuelles. Il est néanmoins vrai que le parti communiste a été une des formations politiques qui s'occupait le plus de la question du suffrage féminin dans la période de l'entre-deux-guerres.
40. Sur ce point, il y a déjà des travaux en cours. Bard 1993, Chabot 1993.
41. Downs 1995 sur les femmes dans la métallurgie, Reynolds 1996, Blum 1977, et Sohn 1976 nous donnent quelques indications sur les effets de la crise des années 1930 dans deux occupations très féminisées. Sur l'Allemagne, voir Nolan 1990. L'excellent travail de Rabinbach 1990 sur la science de la fatigue qui fait à peine mention des femmes, nous signale un sujet riche de possibilités pour une analyse du genre et du travail de la fin du XIXe siècle jusqu'aux années 1930.
42. Comme dit Pedersen 1993 : 361, les hommes sont aussi concernés par la hausse de la fertilité française. Pourtant, l'appel aux femmes en la matière par des biais divers est certainement plus fort dans les discours officiels et populaires. Sur la politisation du corps féminin, voir aussi, Frader 1996b et Canning, 1994.
43. Les ouvriers qui quittaient le travail pour fait de grève perdaient le sursalaire. Certains syndicalistes (hommes et femmes), surtout de la CGTU, ont revendiqué la prise en charge des mesures de protection sociale par l'Etat pour éviter des inégalités de distribution et l'utilisation des sursalaires comme moyens de pression sociale. Voir Frader 1996a, Pedersen 1993, Zancarini-Fournel 1994. Voir aussi Downs 1995 sur la très importante politique de l'*industrial welfare* (la politique sociale des industriels) dans la métallurgie française de l'entre-deux-guerres.
44. Rose 1993 : 159. Comme Rose le souligne, il faut voir comment la famille a constitué les identités et les revendications des hommes au travail, de même qu'il faut voir comment le travail était constitutif des identités féminines. En même temps, il nous faut regarder comment la famille peut fonctionner comme source de militantisme syndical et politique.

45. Il faut dire que la famille, le privé et la maternité ont déjà une place importante dans les discours et les discussions syndicales du XIXe siècle. Ce qui est nouveau, après la guerre de 1914, c'est la revendication par des **ouvriers** de l'Etat-social sur la base de la maternité comme fonction sociale.

46. Frader, 1996b. Sur la position de la CGT avant-guerre, Anonyme 1912, Ronsin, 1980 : 164-171, 177.

47. Voir Frader 1996b, Pedersen 1993.

48. Louis 1994 : voir surtout sa discussion sur la grève de Limoges en 1905, chap. 10. Boureau 1995. Le propos de Boureau 1995 selon lequel « le droit de cuissage » n'existait pas, en dépit de l'efficacité de la légende, est contestable. Voir, à ce sujet, la contribution de Geneviève Fraisse dans ce numéro.

AUTEUR

LAURA L. FRADER

Laura FRADER enseigne l'histoire à l'université de Northeastern. Elle est Senior Associate à l'université de Harvard, Center for European Studies. Elle vient de publier en collaboration avec Sonia Rose *Gender and Class in Modern Europe*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.